

Les concepts de réforme agraire

Le concept de réforme agraire donne lieu à de nombreuses confusions dans l'opinion publique. D'autant que personne ne se déclare défavorable à la réforme agraire, au Brésil ou ailleurs, politiques, latifundiaires... tout le monde est en faveur de la réforme agraire. Alors, pour quelles raisons des paysans meurent-ils alors qu'ils demandent une chose si consensuelle ?

Tout d'abord, chacun a son propre concept de réforme agraire et se déclare en faveur de sa réforme agraire particulière et non de la Réforme Agraire. Ensuite, personne ne peut se déclarer en faveur du maintien de l'injustice sociale représentée par la grande propriété au Brésil.

Lorsque le chroniqueur Luis Fernando Verrissimo dit « au Brésil, même les latifundiaires sont en faveur de la réforme agraire, à partir du moment qu'elle n'a pas lieu sur leurs terres », il dit une vérité.

Il existe trois concepts de politiques foncières qui se confondent sous le terme de « réforme agraire ».

➤ **Le concept classique de réforme agraire.**

Ce concept fait référence à la réforme agraire implantée à partir de la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale dans les pays développés. Ce fut une politique de distribution massive de la propriété de la terre. L'État légifère et, au nom de ceux qu'il représente, organise une grande distribution des grandes propriétés, donnant la possibilité à tous les paysans de travailler la terre.

➤ **Le concept de politique d'assentamentos ruraux.**

Une politique d'assentamentos ruraux signifie que le gouvernement légalise sur des terres des familles sans-terre. Ce processus consiste à distribuer des lopins de terre, plus ou moins importants, dans des fazendas désappropriées, achetées ou sur des terres publiques, à des familles luttant pour rester en milieu rural. C'est une politique ponctuelle, locale et partielle, ne visant pas à modifier la répartition des terres.

Cette politique ne se met en place que grâce à la pression de mouvements organisés en zone rurale et n'a pour objectif que d'éviter la transformation d'un problème social en conflit politique. Le gouvernement distribue des lopins de terre à qui est organisé. Il décide alors de désapproprier ou d'acheter des terres dans un but uniquement de compensation. Mais cette politique n'est en aucun cas une politique de Réforme Agraire, c'est à dire une politique qui transforme la structure agraire du pays.

Exemple : même avec la réalisation d'un nombre significatif d'assentamentos, sous la pression d'organisations rurales, telles que le MST, le gouvernement du Président Fernando Henrique Cardoso n'a pas amené une démocratisation de la terre, bien au contraire le processus de concentration des terres continue au Brésil.

➤ **Le concept de colonisation.**

L'État distribue des terres encore inexploitées, issues de propriétés publiques, pour des familles de colons. Cette politique peut être viabilisée uniquement dans des pays ayant des zones de frontières agricoles. En général, des pays de grande superficie et avec une population peu nombreuse, qui n'a pas encore occupée tout les espaces cultivables. Le Brésil est un de ces pays, et a vécu ce type de politique dans les années 70, durant la dictature militaire. Mais cette politique n'est pas une politique de Réforme Agraire car elle ne vise pas la démocratisation de la terre.

Au Brésil, le processus de colonisation fut encore plus pervers, dans la mesure il a suivi la logique de concentration capitaliste soit en distribuant sur des zones frontalières de grandes extensions de terre à quelques propriétaires, soit en régularisant des terres illégalement obtenues. Ce processus permit aussi la distribution de lopins de terre afin d'amener de la main d'œuvre bon marché qui finit par travailler à l'extraction de minéraux ou de produits forestiers, au lieu de développer une agriculture familiale.

Qu'est ce donc que la Réforme Agraire sous l'optique des travailleurs ?

Le processus de développement capitaliste dans le milieu rural a aggravé encore plus le problème agraire brésilien. La concentration de la propriété de la terre est liée à la concentration de la propriété des moyens de production. Il existe aussi un processus d'oligopolisation du commerce des principaux produits agricoles et de l'agro-industrie.

A cela s'ajoute, une concentration du capital via la distribution des ressources destinées par le système bancaire au financement rural (des 4,8 millions d'établissements agricoles, moins d'un million ont accès au crédit rural, et 513 mille petits agriculteurs reçoivent moins de 20% des ressources, alors que 4 mille grands latifundiaires obtiennent plus de 60% des crédits disponibles).

Il serait donc, face à une telle réalité, naïf de la part des travailleurs, dans leur ensemble, de croire qu'il suffit de distribuer la propriété de la terre pour démocratiser la société rurale.

La proposition de Réforme Agraire au service des travailleurs requiert une amplitude bien plus grande. Un tel processus de Réforme Agraire doit, au-delà de la démocratisation de la propriété de la terre, promouvoir la démocratisation du commerce agricole, des processus agro-industriels, de l'accès au capital, à la connaissance et à l'éducation.

Aussi, lorsque l'on parle de réforme agraire, il est nécessaire de vérifier à quel concept de réforme agraire il est fait référence.

Agnès Van Ginneken, membre du comité de rédaction d'Infoterra – mars 2003.

Texte inspiré du livre « Latifundio, o pecado brasileiro » de João Pedro Stedile, Fev. 2000.